

Etude juridique préliminaire - Zone UEMOA

Projet DIASDEV

2024

Sommaire



1 Introduction p.3



2 Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC p.10



3 Sur l'obligation pour les distributeurs de passer par un intermédiaire pour transférer les fonds aux CDC p.18



4 Sur la possibilité de mettre en place un livret d'épargne réglementé entièrement digitalisé p.21

An aerial photograph of a sailboat with a large white sail and a crew of people on deck. The boat is moving through the water, leaving a white wake. The sail is partially unfurled, and the crew is visible on the deck. The water is a deep blue-green color.

Introduction

[Sommaire](#)

1. Introduction (1/6)

- ▶ La présente étude a pour objets de répondre aux questions juridiques suivantes, en se fondant sur le droit communautaire en vigueur :
 - ▶ Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC ? Cette question regroupe trois sous-questions :
 - ▶ Quelles sont les règles communautaires encadrant les livrets d'épargne réglementés ?
 - ▶ Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé ciblant la diaspora intra-UEMOA ?
 - ▶ Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé au profit des CDC ?
 - ▶ Les distributeurs peuvent-ils verser directement les fonds dans un compte appartenant à la CDC ou doivent-ils transiter par un intermédiaire ?
 - ▶ Est-il possible de mettre en place un livret d'épargne réglementé entièrement digitalisé ?

1. Introduction (2/6)

- ▶ Les textes analysés dans le cadre de la présente étude peuvent être divisés en trois catégories :

1. Les textes « de base »

- ▶ *Figurant dans la dernière édition, en date de 2018, du recueil des textes légaux et réglementaires régissant l'activité financière et bancaire dans l'UMOA publié par la BCEAO*

2. Les textes « d'application » qui découlent des textes « de base »

- ▶ *Figurant dans la dernière édition, en date de 2018, du recueil des textes légaux et réglementaires régissant l'activité financière et bancaire dans l'UMOA publié par la BCEAO*

3. Les autres textes pertinents

- ▶ *Ne figurant pas dans la dernière édition, en date de 2018, du recueil des textes légaux et réglementaires régissant l'activité financière et bancaire dans l'UMOA publié par la BCEAO car postérieurs*
- ▶ *Identifiés sur le site internet de la BCEAO*

1. Introduction (3/6)

- ▶ Textes évoquant explicitement les CDC :

- ▶ La nouvelle loi uniforme portant réglementation bancaire dans l'UMOA du 16 juin 2023
- ▶ L'Instruction n° 72/AMF-UMOA/2023 du 29 décembre 2023 relative à l'approbation des CDC en qualité de teneur de comptes et à la gestion des avoirs consignés sur le marché financier régional de l'UMOA
 - ▶ L'Instruction a pour objet de fixer (article 2) :
 - ▶ D'une part, les conditions d'approbation par l'AMF-UMOA des CDC en qualité de Teneur de comptes des avoirs issus des comptes inactifs et des avoirs sans maîtres du marché financier régional de l'UMOA
 - ▶ D'autre part, les modalités de gestion des avoirs issus des comptes inactifs et avoirs sans maîtres du marché financier par les CDC

1. Introduction (4/6)

- ▶ (1/3) Principaux apports de la nouvelle Loi uniforme portant réglementation bancaire dans l'UMOA du 16 juin 2023 :
 - ▶ Premièrement, elle fournit, pour la première fois, une définition des CDC au niveau communautaire (article 5) :

« 15. *Caisse des dépôts et consignations : une entité publique à statut spécial, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, qui est investie d'une mission d'intérêt général en appui aux politiques publiques conduites par un Etat membre de l'UMOA et ses collectivités locales ;*

(...)

34. *Entité publique à statut spécial : entreprise régie par un texte spécifique, sur laquelle l'Etat exerce directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises ;* »
 - ▶ Par ailleurs, l'instruction n° 72/AMF-UMOA/2023 du 29 décembre 2023 relative à l'approbation des CDC en qualité de teneur de comptes et à la gestion des avoirs consignés sur le marché financier régional de l'UMOA fournit également une définition (article 1) :

« - **Caisse des Dépôts et Consignations ou CDC** : toute Institution financière publique, chargée de la collecte, de la conservation et de la gestion sécurisée de fonds publics et privés. Elle relève de la catégorie d'investisseurs institutionnels de long terme, investie de missions d'intérêt général ; »
 - ▶ A noter également que l'annexe 1 de l'instruction définit un cahier des charges que les CDC doivent respecter en vue d'assurer la tenue des comptes inactifs sous consignation, qui prévoit notamment que les CDC « ou les organismes en tenant lieu doivent être des personnes morales :
 - « i. sociétés de droit privé ou public ; ou
 - ii. organismes publics créés par une loi, décret ou traité. »

1. Introduction (5/6)

- ▶ (2/3) Principaux apports de la nouvelle Loi uniforme portant réglementation bancaire dans l'UMOA du 16 juin 2023 :

- ▶ Deuxièmement, elle exclut les CDC du champ d'application de la loi :

« Article premier : Objet

La présente loi a pour objet de régir l'implantation, l'exercice de l'activité et le contrôle des entités visées à l'article 2 opérant sur le territoire de (), leur résolution ainsi que leur liquidation.

Article 2 : Entités assujetties

La présente loi s'applique aux banques, aux établissements financiers de crédit, aux établissements de paiement, aux établissements de monnaie électronique et aux holdings bancaires, exerçant leurs activités sur le territoire de (), quels que soient leur forme juridique, le lieu de leur siège social ou de leur principale implantation dans l'UMOA et la nationalité des propriétaires de leur capital social ou de leurs dirigeants.

Nonobstant les dispositions spécifiques qui leur sont applicables, les compagnies financières sont également soumises aux dispositions des Titres Premier, IV, V, VI, VIII, X, XI et XII.

Article 3 : Entités non assujetties

Sont notamment exclues du champ d'application de la présente loi les entités ci-après :

(...)

(7) la Caisse des Dépôts et Consignations, en abrégé la CDC ;

(...) »

1. Introduction (6/6)

- ▶ (3/3) Principaux apports de la nouvelle Loi uniforme portant réglementation bancaire dans l'UMOA du 16 juin 2023 :

- ▶ Troisièmement, elle autorise les CDC à créer une filiale pouvant mener une activité bancaire :

« Article 4 : Entité publique à statut spécial

Les entités publiques à statut spécial telles que la CDC, les fonds de garantie ou toute autre entité publique à statut spécial qui souhaitent mener une activité bancaire, créent une filiale ayant le statut d'établissement agréé.

Article 5 : Définitions

(...) 37. Etablissements agréés ou établissements : l'ensemble constitué par les banques, les établissements financiers de crédit, les établissements de paiement et les établissements de monnaie électronique ; (...) »

- ▶ Par ailleurs, il convient de souligner que la nouvelle Loi uniforme portant réglementation bancaire dans l'UMOA constituant un texte « de base », il est possible que les textes d'application, dont les dispositions de certains d'entre eux sont pertinents dans le cadre de la présente étude, soient modifiées dans un futur proche



Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé,
ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC

2. Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC (1/7)

► Rappel de la question posée :

- Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC ?
- Cette question regroupe trois sous-questions :
 - Quelles sont les règles communautaires encadrant les livrets d'épargne réglementés ?
 - Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé ciblant la diaspora intra-UEMOA ?
 - Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé au profit des CDC ?

2. Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC (2/7)

▶ 1^{ère} sous-question :

- ▶ Quelles sont les règles communautaires encadrant les livrets d'épargne réglementés ?

▶ Réponse au regard du droit communautaire en vigueur :

▶ Trois principaux textes applicables

- ▶ Décision n° 397/12/2010 du 6 décembre 2010 portant règles, instruments et procédures de mise en œuvre de la politique de la monnaie et du crédit de la BCEAO
- ▶ Droit communautaire spécifique à l'épargne réglementée :
 - ▶ Décision n° CM/UMOA/008/06/2013 du 28 juin 2013 définissant les produits d'épargne réglementés
 - ▶ Décision n° CM/UMOA/016/09/2014 du 24 septembre 2014 fixant les conditions de rémunération des produits d'épargne réglementés

2. Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC (3/7)

► Trois catégories de produits d'épargnes réglementés

	Dépôts à terme et bons de caisse	Comptes et livrets d'épargne	Plans d'épargne et autres produits d'épargne contractuelle
Échéance	1 an au plus	Aucune disposition à ce sujet	Aucune disposition à ce sujet
Plafond	10 millions de francs CFA	10 millions de francs CFA	Aucune disposition à ce sujet
Rémunération	Rémunération à la plus grande valeur, arrondie au quart de point le plus proche, entre le Taux Moyen Mensuel du Marché Monétaire du mois précédant le semestre concerné diminué de 0,25 point de pourcentage et le taux d'inflation annuel moyen de l'avant dernier mois précédant ledit semestre, augmenté de 0,25 point de pourcentage	Taux fixe de 3,5%	Taux minimum de 3,5%
Caractéristiques minimales	Aucune disposition à ce sujet	Aucune disposition à ce sujet	<ul style="list-style-type: none">❖ le produit doit correspondre à un système d'épargne-crédit qui donne droit au bénéfice d'un crédit au client-épargnant, à l'issue d'une période d'épargne convenue❖ le crédit octroyé à l'issue de la période d'épargne doit être assorti d'un taux préférentiel par rapport aux conditions de taux ordinaires du marché, pour la même nature de crédit❖ le client-épargnant ne peut, sauf dispositions contractuelles contraires, procéder à des retraits sur les fonds concernés avant l'échéance de la période d'épargne convenue, sous peine de s'exposer à la transformation du plan ou du produit d'épargne contractuelle en compte d'épargne sur livret ordinaire, avec effet rétroactif❖ <u>les sommes collectées doivent être affectées à des emplois intéressant l'objet pour lequel le produit est proposé</u>❖ le montant du crédit octroyé doit représenter un multiple entier de l'épargne constituée, sous réserve de la solvabilité du client-épargnant

2. Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC (4/7)

► Synthèse des apports du droit communautaire spécifique à l'épargne réglementée

Thématiques	Apports du droit communautaire
Caractéristiques spécifiques des produits d'épargne réglementés	La notion de « produits d'épargne réglementés » est définie par référence : <ul style="list-style-type: none">• A ses conditions de rémunération qui sont spécifiques (même si les spécificités peuvent ne pas se limiter à la rémunération)• A l'entité qui les fixe, à savoir le Conseil des Ministres de l'UMOA
Qui définit les produits d'épargnes réglementés ?	Le Conseil des Ministres de l'UMOA par voie de Décision
Quels sont les produits d'épargne réglementés ?	3 catégories : <ol style="list-style-type: none">1. Dépôts à terme et bons de caisse2. Comptes et livrets d'épargne3. Plans d'épargne et autres produits d'épargne contractuelle <i>Cf. tableau ci-avant définissant les caractéristiques de chaque catégorie produit d'épargne</i>
Qui peut commercialiser les produits d'épargne réglementés ?	Peuvent commercialiser librement ces produits : Les établissements de crédit, les systèmes financiers décentralisés, les services financiers de l'Administration ou de l'Office des Postes et les Caisses Nationales d'Epargne (à noter que pour ces dernières, la commercialisation libre n'est pas explicitement prévue)
Qui peut souscrire à des produits d'épargne réglementés ?	Les personnes physiques
Qui fixe le taux de rémunération ?	Le Conseil des Ministres de l'UMOA
Qui communique les taux de rémunérations ?	La BCEAO

2. Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC (5/7)

► 2ème sous-question :

- Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé ciblant la diaspora intra-UEMOA ?

► Réponse au regard du droit communautaire en vigueur :

- Cette possibilité est très incertaine

- D'une part, les dispositions en vigueur ne précisent pas si des conditions liées à la qualité des souscripteurs peuvent être mise en place
 - Il est néanmoins précisé que seules des personnes physiques peuvent souscrire à des produits d'épargne réglementés
- D'autre part, si seule la diaspora intra-UEMOA des citoyens d'un Etat souhaite être visée, il pourrait être envisagé, dans le cadre de l'éventuel *instrumentum* juridique permettant de flécher les fonds vers les CDC, de prévoir que le produit d'épargne réglementé ne pourra être proposé qu'aux citoyens non-résidents du pays duquel la CDC est ressortissante
 - Néanmoins, il existe un risque juridique important en cas de ciblage de la diaspora intra-UEMOA : conditionner la souscription à des produits d'épargne à des conditions de nationalité ou de résidence pourrait être contraire à certains principes de droit communautaire, notamment celui de non-discrimination, sous réserve des dérogations autorisées à ces principes

2. Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC (6/7)

► 3^{ème} sous-question :

- Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé au profit des CDC ?

► Réponse au regard du droit communautaire en vigueur :

- **Concernant la première catégorie de produits d'épargne réglementés (dépôts à terme et bons de caisse) :**
 - Compte-tenu de leur échéance à un an au plus, cette catégorie de produits ne semble pas adaptée et il est proposé de l'exclure de l'analyse
- **Concernant la deuxième catégorie de produits d'épargne réglementés (comptes et livrets d'épargne) :**
 - Cette catégorie pourrait être adaptée
 - Deux contraintes : Le plafond est assez bas (10 millions de FCFA) + il n'est pas explicitement précisé si les sommes peuvent être fléchées vers un emploi particulier (les CDC)
- **Concernant la troisième catégorie de produits d'épargne réglementés (Plans d'épargne et autres produits d'épargne contractuelle) :**
 - Il est explicitement précisé que « *les sommes collectées doivent être affectées à des emplois intéressant l'objet pour lequel le produit est proposé* »
 - Sous réserve d'une confirmation de cette interprétation, cette précision semble autoriser le fléchage des fonds vers les CDC dès lors que ces dernières précisent l'emploi qui sera fait des fonds, dont les modalités juridiques de mise en œuvre restent à déterminer (par le biais de la conclusion d'une convention par exemple ?)
 - A noter néanmoins que de nombreuses caractéristiques minimales sont définies concernant cette catégorie qui limitent la liberté de structuration et ne sont pas forcément compatibles avec les objectifs poursuivis

2. Sur la possibilité de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC (7/7)

► En conclusion :

- Est-il possible de créer un livret d'épargne réglementé, ciblant la diaspora intra-UEMOA, au profit des CDC ?

► Réponse apportée au regard du droit communautaire en vigueur :

- Il semble possible de créer un livret d'épargne réglementé au profit des CDC, dans le respect des règles communautaires en vigueur
- En revanche, réserver la souscription au produit d'épargne aux citoyens non-résidents du pays duquel la CDC est ressortissante mais résidant dans la zone UMOA semble difficilement envisageable
 - En effet, conditionner la souscription à des produits d'épargne à des conditions de nationalité ou de résidence pourrait être contraire à certains principes de droit communautaire, notamment celui de non-discrimination, sous réserve des dérogations autorisées à ces principes



Sur l'obligation pour les distributeurs de passer par un intermédiaire pour transférer les fonds aux CDC

3. Sur l'obligation pour les distributeurs de passer par un intermédiaire pour transférer les fonds aux CDC (1/2)

- ▶ Rappel de la question posée :
 - ▶ Les distributeurs peuvent-ils verser directement les fonds dans un compte appartenant à la CDC ou doivent-ils transiter par un intermédiaire communautaire ?
- ▶ Texte analysé :
 - ▶ Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1er octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, notamment les articles 3 et 6
- ▶ Principaux apports du Règlement :

1 ^{ère} hypothèse : Mouvements de capitaux entre un Etat membre de l'UEMOA et un étranger	2 ^{ème} hypothèse : Mouvements de capitaux entre un résident ou un non-résident	3 ^{ème} hypothèse : Mouvements de capitaux entre Etats membres de la zone UMOA
Obligation de passer par l'entremise de : <ul style="list-style-type: none">• la BCEAO ;• l'Administration ;• l'Office des Postes ;• un intermédiaire agréé (tout établissement de crédit (banque ou établissement financier à caractère bancaire) installé sur le territoire d'un Etat membre de l'UEMOA et ayant reçu la qualité d'intermédiaire agréé, par agrément du Ministre chargé des Finances) ; ou• un agréé de change manuel (toute personne physique ou morale installée sur le territoire d'un Etat membre de l'UEMOA et ayant reçu un agrément du Ministre chargé des finances en vue de l'exécution des opérations de change manuel).		Libre

3. Sur l'obligation pour les distributeurs de passer par un intermédiaire pour transférer les fonds aux CDC (2/2)

- ▶ Rappel de la question posée :
 - ▶ Les distributeurs peuvent-ils verser directement les fonds dans un compte appartenant à la CDC ou doivent-ils transiter par un intermédiaire communautaire ?
- ▶ Réponse apportée au regard du droit communautaire en vigueur :
 - ▶ En ce qui concerne la diaspora intra-UEMOA, les distributeurs semblent pouvoir verser directement les fonds dans un compte appartenant à la CDC
 - ▶ En ce qui concerne les fonds provenant de la diaspora extra-UEMOA, dès lors que la situation répond à l'un des deux cas présentés ci-avant :

Entités pouvant commercialiser un produit d'épargne réglementé	Besoin de passer par un intermédiaire ? (sous réserve des compétences spécifiques à chaque acteur et des dispositions spécifiques)
Etablissements de crédits	Non si l'établissement a reçu la qualité d'intermédiaire agréé, par agrément du Ministre chargé des Finances En l'absence d'agrément, oui
Systèmes financiers décentralisés	Oui
Services financiers de l'Administration	Non
Services financiers de l'Office des Postes	Non
Caisses nationales d'épargne	Oui

A hand with dark nail polish holds a smartphone, with the screen reflecting light. The background is a dark, out-of-focus scene with numerous circular bokeh lights in shades of blue, teal, and red. A large, semi-transparent dark grey number '4' is positioned on the left side of the image, partially behind the text.

Sur la possibilité de mettre en place un livret d'épargne
réglementé entièrement digitalisé

4. Sur la possibilité de mettre en place un livret d'épargne réglementé entièrement digitalisé

► Rappel de la question posée :

- Est-il possible de mettre en place un livret d'épargne réglementé entièrement digitalisé ?

► Textes analysés :

- Aucune disposition autorisant ou encadrant la mise en place d'un livret d'épargne réglementé entièrement digitalisé n'a été identifiée
- De même, aucune disposition interdisant la mise en place d'un livret d'épargne réglementé entièrement digitalisé n'a été identifiée

► Réponse apportée au regard du droit communautaire en vigueur :

► 2 options :

- 1^{ère} option : Modifier le droit communautaire afin de l'autoriser expressément et, le cas échéant, d'encadrer les modalités de mise en œuvre
- 2^{ème} option sans modification du cadre juridique actuel : Se rapprocher des institutions et organes communautaires pour confirmer ou non la possibilité de mettre en place un livret d'épargne réglementé entièrement digitalisé au regard du droit communautaire en vigueur

EY | Building a better working world

La raison d'être d'EY est de participer à la construction d'un monde plus équilibré, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients, nos collaborateurs et pour la société, et en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

Expertes dans le traitement des données et des nouvelles technologies, les équipes EY présentes dans plus de 150 pays, contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et répondent aux enjeux de croissance, de transformation et de gestion des activités de nos clients.

Fortes de compétences en audit, consulting, droit, stratégie, fiscalité et transactions, les équipes EY sont en mesure de décrypter les complexités du monde d'aujourd'hui, de poser les bonnes questions et d'y apporter des réponses pertinentes.

Ernst & Young Société d'Avocats

EY Société d'Avocats est un des cabinets leaders de la fiscalité et du droit.

De par notre appartenance à un réseau de dimension mondiale, nous mettons notre expertise au service d'une performance durable et responsable. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos clients, nos équipes et la société dans son ensemble.

Ernst & Young Société d'Avocats
Inscrit au Barreau des Hauts de Seine
Membre d'Ernst & Young Global Limited

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.

© 2024 - EY

Tous droits réservés.

ey.com/fr